

Arrogance et décadence



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

« Beaucoup de spécialistes considèrent que le projet d'autoproduction d'électricité de TES Canada à des fins commerciales est un précédent qui menace le monopole d'Hydro-Québec », affirme notre chroniqueur.



BOUCAR DIOUF
COLLABORATION SPÉCIALE



Si M. Legault veut comprendre ce qui se passe dans les sondages, il y a aussi du côté de l'arrogance qu'il faut regarder.

Publié à 1h59 | Mis à jour à 7h00

Quand je parle d'arrogance, au-delà des dossiers de transport et de hockey de la ville de Québec, je pense surtout aux façons de faire de Pierre Fitzgibbon. Depuis quelque temps, le ministre semble voir Hydro-Québec comme une simple entreprise privée dont il est l'ultime grand patron, et nous sommes nombreux à nager dans l'incompréhension.

Comment sommes-nous, en l'espace d'une année, passés d'une nation qui cherchait à ouvrir de gigantesques marchés de vente d'énergie aux États-Unis à ce Québec qui va manquer d'électricité qu'on nous chante *ad nauseam* ? Il n'y a pas longtemps, on nous parlait de contrats de vente d'électricité de 30 milliards avec l'État de New York qui devait rapporter des profits d'environ 950 millions par année pendant 25 ans. Un autre contrat signé avec le Massachusetts devait amener 10 milliards supplémentaires dans les coffres de l'État québécois.

Que se passe-t-il avec toutes ces ententes alors qu'on nous annonce désormais que le Québec chemine vers un déficit d'électricité ? Quand ces contrats de vente ont été signés, est-ce que le gouvernement voyait venir ces temps de pénurie ? Est-il possible de revenir en arrière et garder notre électricité si on en a tant besoin ?

Bousculé par toutes ces questions, mon cerveau ne cesse de ruminer la très lucide déclaration de Sophie Brochu avant son départ : « Le Québec ne doit pas

devenir un Dollarama de l'électricité. »

Bien plus qu'une société d'État, Hydro-Québec est une fierté nationale qui mérite une minutieuse surveillance de notre part. En effet, s'il y a une certitude qui ne fait pas l'ombre d'un doute, c'est que les prédateurs d'opportunités n'ont jamais cessé de saliver devant Hydro. Il suffit d'une minuscule brèche pour que ces chantres de la privatisation et autres chasseurs d'opportunités s'y engouffrent pour ne jamais ressortir.

Or, beaucoup de spécialistes considèrent que le projet d'autoproduction d'électricité de TES Canada à des fins commerciales est un précédent qui menace le monopole d'Hydro-Québec.

Mais ça, c'est le cadet des soucis du duo Fitzgibbon-Sabia qui avance à visage découvert avec la bénédiction de François Legault. Pourtant, s'il y a un dossier qui devrait tous nous interpeller, c'est ce que ce ministre essaie de faire avec Hydro-Québec.

Tout n'est pas parfait dans notre société d'État, mais une chose est certaine : on ne sera jamais mieux servi qu'avec le monopole d'Hydro-Québec.

On gagnerait aussi collectivement à tracer une ligne à ne pas franchir au ministre pour éviter que ce pilier des plus importants de la Révolution tranquille ne vacille à cause de ses ambitions personnelles. Ce ministre incarne l'arrogance qui est en train de dynamiter la Coalition avenir Québec.

Souvent, quand des hommes d'affaires fortunés entrent dans l'arène politique, on parle de leur désir de servir et de redonner à la communauté. Pourtant, la plupart du temps, c'est le pouvoir politique, bien plus aphrodisiaque que l'argent, qui les y attire. Sinon, pourquoi Donald Trump risquerait-il tous ses avoirs pour mettre la main sur la présidence des États-Unis ?

Pour le meilleur ou pour le pire, le pouvoir politique apporte un prestige que l'argent ne peut garantir à son possédant. La preuve, même des gens d'affaires 10 fois plus riches que lui ne disposent pas d'autant de lumière et d'influence que Fitzgibbon. La main sur

notre électricité, il recommande ou décide quelle entreprise étrangère peut venir profiter de la manne énergétique québécoise, ouvre avec désinvolture des brèches dans le monopole d'Hydro-Québec que ses bâtisseurs souhaitaient bien hermétique, parle de ramener le nucléaire et exprime son désir pressant de construire de nouveaux barrages.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon

Pourtant, un peu comme un fonds environnemental des générations, on devrait penser laisser en héritage ces dernières grandes rivières à ceux qui viendront après nous. Je veux dire sans les harnacher. Ce devoir de solidarité intergénérationnelle devrait faire partie des réflexions autour de la sobriété énergétique.

En politique, il arrive que des gens d'affaires qui ont du pouvoir profitent de leur position pour ouvrir des portes et permettre à leurs anciens amis, qui sont aussi leurs

futurs partenaires, de se faufiler dans des ouvertures que la population voudrait garder bien étanches.

Un exemple. Lorsque le ministre fédéral des Finances Bill Morneau glissa dans le projet de loi omnibus C-29 une disposition qui aurait permis aux banques de contourner la *Loi sur la protection du consommateur du Québec*, il travaillait pour ses amis. Son plan a heureusement été mis en échec par la vigilance des députés du Bloc québécois.

Avec sa défense musclée du projet d'autoproduction d'électricité de TES Canada qui ferait, selon Jean-Pierre Finet, porte-parole du Regroupement des organismes environnementaux en énergie, retourner René Lévesque dans sa tombe, il est permis de se demander si les ambitions de Fitzgibbon pour Hydro-Québec sont juste motivées par l'attachement au bien commun qui faisait avancer ses bâtisseurs.

Chose certaine, le ministre est catégorique : le privilège accordé à TES Canada n'est que le début d'une vision qui fera des petits. D'ailleurs, on a appris cette semaine que le géant Amazon pousse déjà sa candidature pour faire la même chose. Une fois à l'intérieur du système, à la manière d'un virus, elles vont trouver des façons d'échapper à la surveillance immunitaire et chercher à élargir leur emprise en rêvant de prendre le contrôle. Un peu comme ce qui est arrivé avec les géants numériques. On a tardé à leur imposer des limites et le résultat est aujourd'hui catastrophique.

Je me demande comment on peut se targuer d'être un gouvernement nationaliste quand on travaille à poser les jalons d'une certaine dénationalisation d'Hydro-Québec.

On parle beaucoup des 7 millions de dollars dépensés pour faire venir les Kings de Los Angeles à Québec. Mais que représente cette somme comparée aux dizaines de millions investis dans le développement de tous ces projets de transport que le gouvernement a fini par jeter à la poubelle avec une ostensible arrogance ?

Si François Legault veut remonter dans l'estime de la population, je lui recommande de procéder à un énorme remaniement ministériel et de tasser toutes ces têtes

d'affiche de la ville de Québec. Je crois aussi humblement qu'il devrait enlever le dossier énergétique à Pierre Fitzgibbon s'il ne veut pas que l'histoire retienne honteusement son nom comme celui qui a commencé la dénationalisation d'Hydro-Québec.

D'ailleurs, n'en déplaise à ceux qui minimisent ces brèches, sur un sujet aussi important, les Québécois devraient être conviés à un référendum, car on n'a jamais voté pour ce qu'essaie de faire Pierre Fitzgibbon.

© La Presse Inc. Tous droits réservés.



Ensemble, on fait vivre l'info

Les dons de nos lecteurs nous permettent d'offrir gratuitement une information de qualité accessible à tous. Vous aussi, soutenez notre mission.

Je fais un don